

Print

## Haïti : Des élections à l'odeur de massacre du 29 novembre 1987

De [Joël Léon](#)

Global Research, avril 20, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/haiti-des-elections-a-lodeur-de-massacre-du-29-novembre-1987/5444204>

A l'heure de l'alerte du grand drame humain se joue la tragédie de la « chronique d'une mort annoncée ». Beaucoup de penseurs estiment qu'il faut exorciser les peuples victimes de l'histoire. En leurlevant leur innocence. Il faut les réveiller de ce profond sommeil injecté par l'ordre mondial sur mesure. C'est l'heure de grands réquisitoires et de véhémentes dénonciations. Sinon, c'est la défaite qui nous consumera. Cette fois, il faut anticiper l'histoire pour l'imposer à notre humanité. Elle est trop cruelle envers nous, dirait l'auteur de « Les Veines Ouvertes de L'Amérique ». Il faut arrêter les tours et contours meurtriers de l'histoire. Cette dualité de bourreaux

et victimes, agresseurs et proies touche à sa fin. Que l'or d'Haïti soit la sépulture des exterminateurs des Indiens.

Par arrêté en date du 13 mars 2015, le président Joseph Martelli convoqua le peuple dans ses comices le dimanche 9 août prochain. Brusquement après, j'ai eu un « tranchement de ventre ». Cette douleur me rappelle effroyablement l'expérience brutale de l'automne 1987 à la ruelle Vaillant, quand des électeurs furent froidement exécutés par les sbires du régime militaire du général Henry Namphy, sous les yeux coupables de l'armée. Une armée créée, équipée, subventionnée, entraînée, et soutenue sur le plan international par les Etats-Unis d'Amérique. L'armée, entretemps défunte, fut viscéralement contre les élections.

Avant l'organisation des élections de 1987, il y a eu dans le pays une situation de tension similaire à celle d'aujourd'hui. Un petit rappel des événements de cette époque s'avère nécessaire. Au cours de l'été 1987, Haïti avait connu le plus grand mouvement populaire de son histoire depuis les années 1946, appelé « rache manyok ». Ce fut le temps où les masses populaires exigeaient le départ du « conseil national de gouvernement, dit CNG », en fait une junte militaire brutale, mais réclamaient aussi clairement et avec une conviction inébranlable la direction du pouvoir politique. La classe politique inféodée aux intérêts impérialistes n'était pas en phase avec l'Espérance populaire d'alors. Trahi, le peuple fut acculé à se rendre aux urnes sans la moindre garantie de sécurité de la part des forces armées. Je dois rappeler aussi que le climat social et politique était marqué par des actes de violence quotidienne perpétrés par des groupes civilo-militaires rappelant étrangement les escadrons de la mort des années 80 qui ravagèrent le Salvador de « Napoléon Duarte ». Ce fut une époque terrible, quand la jeunesse haïtienne était innocente et pure, comme des anges affrontèrent l'armée sanguinaire avec les mains vides. A ce moment-là, les jeunes furent l'espoir de ce pays. Un espoir qui allait être souillé et vendu pour un plat de lentille.



Un soir de l'été 1987, l'évêque de Jérémie, Monseigneur Willy Romelus, fut convoqué à l'ambassade américaine de Port-au-Prince accompagné d'autres leaders politiques pour recevoir l'ordre direct du département d'état, par l'intermédiaire de Mr Alvin P Adams, ambassadeur américain de l'époque. D'après un témoin oculaire, dont je me garde de citer le nom car il est un actuel ministre de ce gouvernement, Mr Adams fut précis, clair et arrogant : « Il est temps de mettre fin à ce mouvement qui est



contrôlé par des communistes et que tout le monde s'engage immédiatement dès ce soir à aller aux urnes ». L'évêque de Jérémie, Mgr Willy Romelus, qui fut la voix avant-gardiste du mouvement a été ordonnancé de stopper le mouvement. Ainsi, dès 5

heures du matin du jour suivant, la voix nasillarde du prélat résonnait déjà sur les ondes de toutes les stations de radio du pays invitant le peuple « al rache manyok nan eleksyon ». Implicitement, ce fut un appel au peuple d'aller se faire massacrer et constitue en soi le premier acte apparent de trahison suprême à l'endroit des masses revendicatives. Le soir du 28 et le jour du 29 Novembre 1987, les assassins prenaient déjà la ville d'assaut. Les cris assourdissants, les gémissements sans fin, l'effroi étouffant intériorisèrent les esprits comme les cœurs. Ce fut l'histoire d'une classe politique lâche et anti populaire...la suite ne cesse de hanter l'esprit des témoins directs d'une journée ou la folie furieuse chantait et dansait dans les rues de la capitale et des villes de province. Sommes-nous prêts à la réédition d'une telle expérience macabre.

28 ans après le massacre du 29 novembre 1987, absolument dans les mêmes conditions, les leaders politiques de notre temps empruntent la même voie que celle de Mgr Romelus qui conduisirent les masses à l'abattoir de la ruelle Vaillant. Après des mois de manifestation hostile au régime domestique en place, sans aucune garantie de sécurité et d'impartialité de la part du conseil électoral provisoire-CEP, ni du pouvoir politique et de la force d'occupation, l'opposition se lance dans le processus électoral. Un conseil électoral conceptualisé, mis en place et imposé par Pamela White/Rose et Reginald Boulos. Encore une fois, les forces politiques de masses sont frappées par cette même lacune congénitale, qu'est l'absence d'organisation et de vision. Ce vide organisationnel conduit toujours à des concessions désavantageuses, voire suicidaires pour les masses. 28 ans après, nous sommes encore là.



Source: Radio Haïti Inter paper archive

Depuis le départ des Duvalier en 1986, les dirigeants politiques dits des masses Haïtiennes n'ont jamais priorisé l'organisation dans leur stratégie de conquête du pouvoir politique. C'est la prépondérance de « la chance qui passe, la chance à prendre » ou du « risque calculé ». Par contre, Seule une organisation structurée et implantée à travers tout le pays sera capable de sortir victorieuse des forces réactionnaires locales et internationales. Seuls des leaders matures à la recherche de l'immortalité, non de biens matériels, peuvent emmener le peuple haïtien au pouvoir. C'est-à-dire des hommes et femmes qui refusent de prendre le chemin du commun des mortels. Sans cette structure organisée dotée d'un projet politique de masse claire et de dirigeants ayant le sens de l'histoire, les élections peuvent être toujours transformées en tombeau du peuple haïtien.

Dans un élan de grande compréhension et de pragmatisme politique, admettons que l'opposition déciderait de se rendre aux élections, pendant que Martelli est toujours au pouvoir. Cela se comprendrait, la réalité politique est dynamique, elle n'est pas statique. Surtout après avoir constaté la faiblesse de l'opposition à mobiliser les masses sur le plan national, ou le fait que président actuel est à quelques mois avant la fin de son mandat. Il y a un ensemble de subterfuges qu'on peut utiliser pour justifier ce revirement « louverturien ». Quoique j'avais déjà

prévu ceci depuis deux ans dans mes analyses que l'opposition globale irait aux élections, aujourd'hui incontournable. Cependant, l'opposition populaire devrait adopter une position honnête avec les masses. En premier lieu de donner des explications stratégiques justifiant ce revirement spectaculaire, quoique prévisible ; deuxièmement de présenter une plateforme unitaire aux masses pour éviter toute confusion, troisièmement de mobiliser le peuple autour d'un projet politique national et populaire. Entre autres, ce projet devrait être basé sur la reconquête de la souveraineté nationale, c'est-à-dire le départ immédiat des forces d'occupation ; la sécurisation des ressources naturelles, l'or du pays ; des réformes en profondeur dans la diplomatie haïtienne pour contrecarrer les affronts du voisin dominicain aux immigrants haïtiens ; de renforcer l'unité nationale. A mon grand étonnement, nous constatons à un déchirement stérile et complice du camp progressiste pour que la droite populiste/réactionnaire conserve le pouvoir. C'est comme si ces dirigeants ne saisissent pas encore ce qui est en jeu, en tant que gardien de la chose nationale qu'ils doivent protéger par tous les moyens. Dans une démonstration équilibrée, je vais étaler les enjeux de ces élections à coup de 60 millions de dollars américains pour son organisation.

28 ans après, nous sommes encore là, sans de véritables organisations politiques. Par contre, les enjeux sont majeurs. Les convoitises de l'international sur les richesses du pays sont plus virulentes que jamais. La velléité de détournement de l'or du pays par Bill et Hilary Clinton au profit du frère de cette dernière devrait être le ciment pour souder ensemble l'opposition populaire. De façon expéditive, Tony Rodham décrocha un contrat pour l'exploitation de l'or en Haïti, de valeur brute estimée à plus de 40 milliards de dollars, trop étendu pour la petite compagnie de Mr Rodham. Malheureusement ce n'est pas le cas, pourquoi une plateforme « PITIT DESSALINES » et d'une « plateforme JISTIS » et MOPOD, pourquoi ne trouveront Moïse Jean-Charles/Newton Saint Juste/André Michel sur un même ticket pour aller aux élections ? Il y a trop d'irrationalités dans le paysage politique haïtien. La victoire ne sortira pas de l'imbroglio actuel. Les masses, encore une fois, feront les frais de l'incompréhension et de l'immaturité de ses propres dirigeants. En ce moment même, nous contemplons le cauchemar de la « chronique d'une débâcle annoncée ». D'abord, le fait que le secteur progressiste de l'opposition n'arrive pas à s'unir pour affronter l'armée armée et financier du régime en place aux prochaines élections constitue un acte de défaite. L'essence stratégique devrait être axée sur la résistance nationale, comment parvenir à partir du morcellement pareil. Le camp impérialiste s'organise, se renforce et ayant à leur disposition des millions de dollars. D'ailleurs, l'ancien premier ministre Laurent Lamothe avait fait acquisition de 300 Galil, armes automatiques fabriquées en Israël. Des armes qui jusqu'à présent restent sans localisation. Donc, l'équation vole de l'or haïtien et la violence est maintenant balancée avec la complicité des dirigeants dit populaires.

Le risque est imminent. Aucun ne semble porter attention à la possibilité d'un autre massacre des fils et filles d'Haïti. Les militants de jadis, aveuglés par la prise du pouvoir et dépourvu de tout projet politique, commettent l'erreur du siècle. A rappeler que les hésitations politiques à adopter des mesures radicales contre les complots impérialistes et de l'oligarchie des affaires conduisirent au coup d'état de 1991, le bilan fut catastrophique, 5000 cadavres. Le coup de 2004 a fait autant de victimes au sein des masses populaires. « Les problèmes mal résolus sont sans pitié pour le repos des peuples ».

Le camp impérialiste savoure déjà la victoire. Le camp national est à genoux. Allons-nous encore compter et enterrer nos morts, la réponse est pour demain.

**Joel Leon**

Note/références :

[Haïti : Quand une mine d'or signifie la mise à mort d'une nation](#), mondialisation.ca, 17 juin 2012

Rapport de l'ONU sur Haïti, l'année 1988

[Leslie Péan: L'impossible renouvellement par des élections frauduleuses](#) (Lesly Pean-Touthaiti.com)

Note de presse de « Kodinasyon Dessalines ».

Copyright © 2015 Global Research